



La démographie des Hauts-de-France, moteur toujours essentiel de la hausse de population active

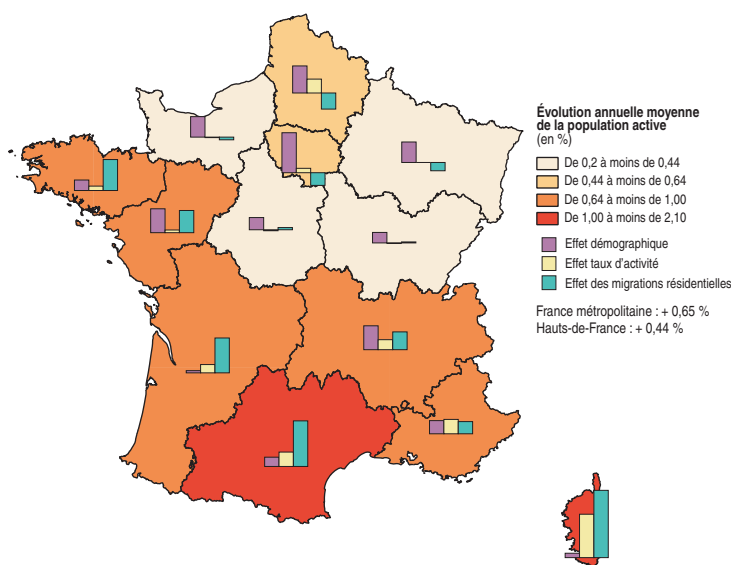
Avec 2 730 400 personnes, la population active des Hauts-de-France se classe en 2013 au 3^e rang des régions de France métropolitaine. Depuis 2006, elle progresse à une allure moindre qu'en moyenne nationale. La région peut se prévaloir de longue date d'une démographie jeune conduisant chaque année à des arrivées nombreuses sur le marché du travail. Par ailleurs, la hausse des taux d'activité y est plus accrue qu'ailleurs du fait d'un rattrapage par rapport au niveau national. Toutefois le manque d'attractivité résidentielle des Hauts-de-France, en particulier des jeunes actifs, atténue ces effets positifs. Les entrées dans la vie active au cours des dernières décennies se sont souvent traduites dans la région en hausse du taux de chômage du fait de difficultés conjoncturelles plus marquées qu'ailleurs. À un niveau localisé, si les évolutions du chômage sont peu discriminantes, les gains d'emploi se concentrent essentiellement dans la zone d'emploi de Lille.

Joël Bousquié, Nathalie Delattre, Direccte Hauts-de-France

En 2013, la population active (*définitions*) de 15 ans ou plus s'établit à 2 730 400 personnes en Hauts-de-France. Comme en moyenne nationale, elle continue de s'accroître sous l'effet d'arrivées sur le marché du travail plus nombreuses que les départs. Si l'augmentation de la population active régionale était plus rapide qu'en moyenne nationale dans les années 1990, elle se fait désormais à un rythme plus modéré. Entre 2006 et 2013, le taux de croissance annuel moyen est de +0,44 % en région contre +0,65 % en France métropolitaine (*figure 1*). Les Hauts-de-France se positionnent alors au 9^e rang des régions de France métropolitaine. Ainsi, le poids de la population active des Hauts-de-France en France métropolitaine diminue et passe de 9,4 % en 1990 à 9,1 % en 2013. La région reste toutefois classée au 3^e rang métropolitain, derrière l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes.

1 Les pertes migratoires pénalisent la hausse de population active en Hauts-de-France

Évolution de la population active entre 2006 et 2013 et décomposition selon l'approche sociodémographique



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2013 (exploitations principales).

Deux approches permettent d'analyser l'évolution de la population active : une approche socio-démographique et une approche par le marché du travail (*définitions*). Dans l'approche qualifiée de sociodémographique, la variation de population active est tributaire des arrivées de jeunes dans les âges actifs et des départs de fin d'activité (= effet démographique), des modifications de comportement vis-à-vis de l'activité (= effet des taux d'activité) et des migrations résidentielles qui jouent sur la disponibilité de la main d'œuvre.

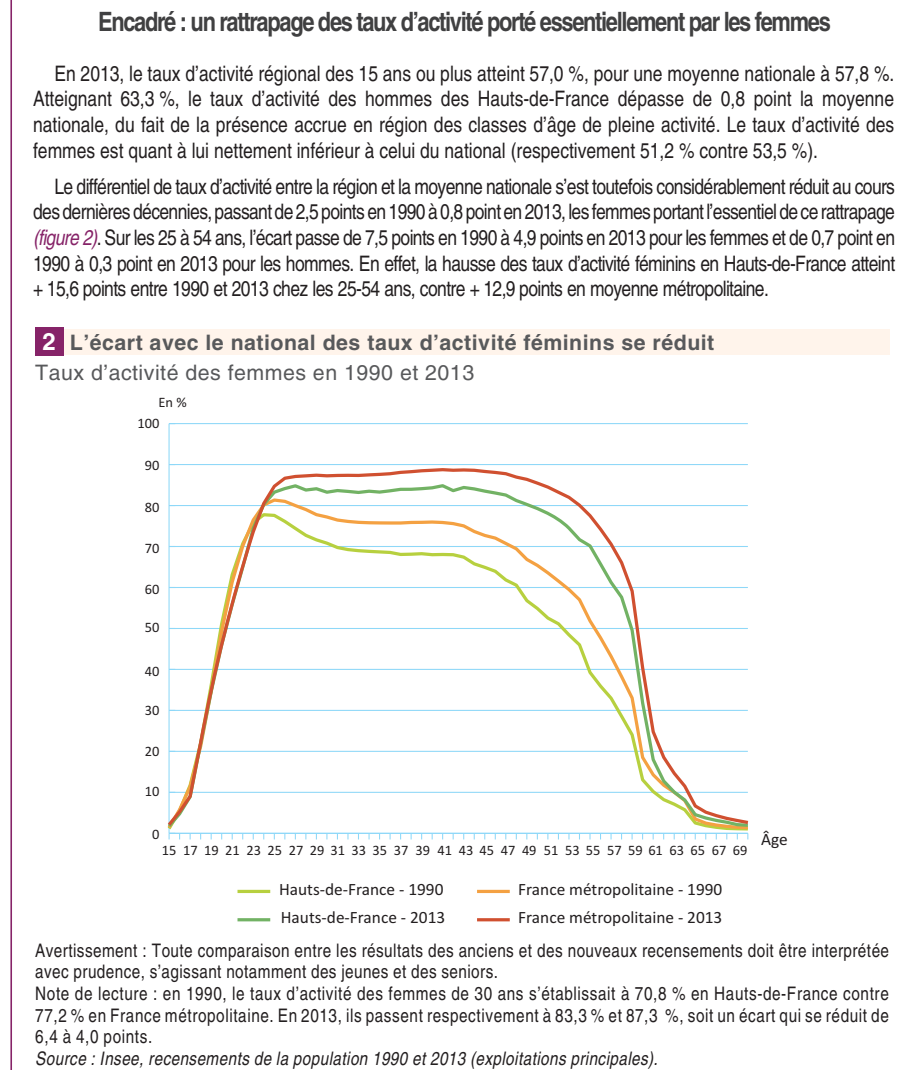
Un effet démographique particulièrement favorable

L'effet démographique des Hauts-de-France est toujours positif depuis 1990, comme dans toutes les autres régions. Mais son ampleur est parmi les plus importantes au niveau national. Conséquence d'une fécondité historiquement élevée, la population des Hauts-de-France se caractérise en effet par sa jeunesse. En 1990, la région comptait ainsi 40,3 % de jeunes de moins de 25 ans contre 35,6 % en moyenne nationale. Ces jeunes surreprésentés dans la région sont entrés sur le marché du travail en plus grand nombre sur la période observée (1990-2013). Ces arrivées ont contribué à maintenir un effet démographique supérieur à celui des autres régions de province, y compris sur la période récente où la dynamique s'est cependant ralentie. Entre 2006 et 2013, les Hauts-de-France se classent ainsi 2^e pour l'effet démographique (+ 0,49 % en moyenne annuelle), derrière l'Île-de-France (+ 0,72 %), après avoir occupé la 1^{ère} position lors des 2 périodes inter censitaires précédentes (1990-1999 et 1999-2006).

Les gains démographiques de population active sont aussi liés à un effet générationnel résultant de l'afflux sur le marché du travail des babyboomers. Au début des années 1990, les dernières générations du babyboom ont en effet atteint l'âge d'activité et sont venues alimenter en nombre la population active. À partir des années 2000, un second mouvement atténue cependant cette dynamique. Les premières générations du baby-boom atteignent progressivement l'âge de cessation d'activité et font croître notablement les sorties du marché du travail. L'effet démographique reste malgré tout positif, dans la région comme au niveau national.

Un marché du travail peu attractif

Le déficit migratoire des Hauts-de-France contrebalance cet effet démographique, sans toutefois le neutraliser. Depuis de nombreuses années, davantage d'actifs



quittent la région que ne s'y installent. Les Hauts-de-France ont, quelle que soit la période analysée, l'effet migratoire le plus négatif parmi les régions métropolitaines. Entre 2006 et 2013, celui-ci conduit à une diminution annuelle moyenne de la population active de - 0,29 %.

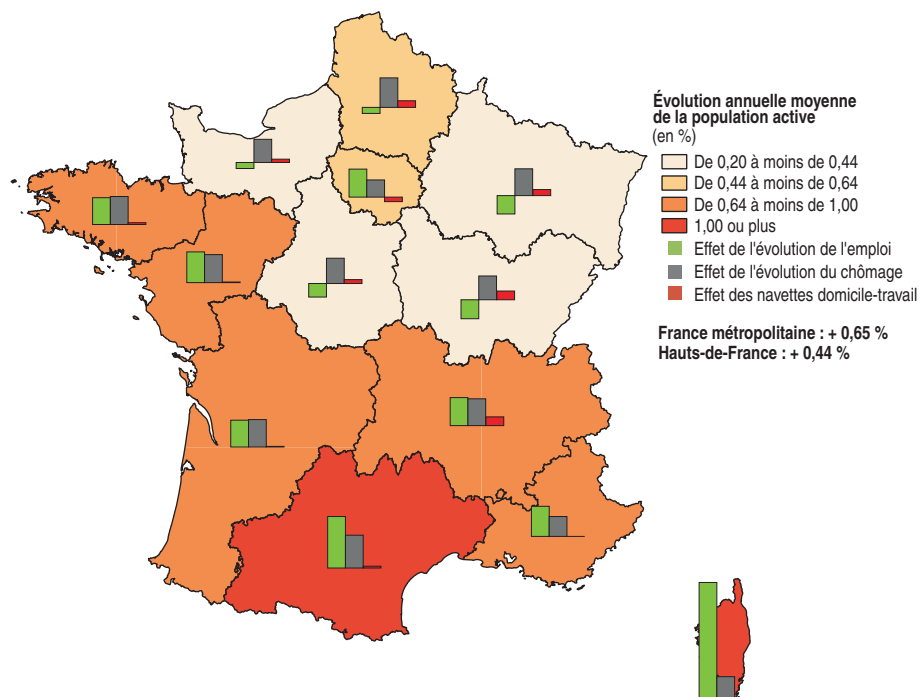
La région pâtit d'un manque d'attractivité envers les actifs, du fait notamment de difficultés persistantes d'insertion sur le marché du travail. Le taux d'entrée d'actifs en provenance d'autres régions est parmi les plus faibles de France métropolitaine. Bien que les départs d'actifs hors des Hauts-de-France soient également parmi les moins élevés, les arrivées restent moins nombreuses que les sorties conduisant à un déficit migratoire des actifs, particulièrement chez les jeunes de moins de 30 ans. L'Oise est le seul département affichant un excédent migratoire d'actifs. L'attractivité résidentielle de ce département résulte de sa proximité avec le bassin parisien, de nombreux actifs occupés franciliens choisissant de s'y installer pour des raisons liées à l'espace foncier et aux coûts immobiliers.

Vers un rattrapage des taux d'activité

Le volume d'actifs dépend enfin de la propension de la population à se porter sur le marché du travail, mesurée à travers le taux d'activité (*définitions*). Entre 1990 et 2013, l'effet du taux d'activité sur l'évolution de la population active repose sur deux mécanismes : l'augmentation généralisée des taux d'activité à laquelle s'ajoute dans la région le rattrapage de son retard en matière d'activité. En Hauts-de-France, les taux d'activité sont historiquement plus bas qu'au niveau national, notamment ceux des femmes (*encadré*). Toutefois, un rattrapage vers la moyenne nationale s'opère depuis plusieurs décennies. Parmi les régions de France métropolitaine, les Hauts-de-France affichent en 2013 le 5^e taux d'activité le plus élevé, contre le 8^e en 1990. Ce rattrapage conduit à un effet du taux d'activité positif sur la variation de population active, effet systématiquement supérieur à celui observé en moyenne nationale. Entre 2006 et 2013, l'évolution annuelle moyenne de population active portée par l'effet des taux d'activité est de + 0,25 %, plus du double de la moyenne nationale.

3 Une diminution régionale de l'emploi sur période récente

Évolution de la population active entre 2006 et 2013 et décomposition selon l'approche marché du travail



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2013 (exploitations principales).

Si les taux d'activité français ont globalement évolué à la hausse sur les dernières décennies, les dynamiques par âge ont connu des variations contraires. Partout en France dans les années 1990, du fait de l'allongement de la durée des études et des dispositifs de cessations anticipées d'activité, les taux d'activité se sont relativement amoindris chez les plus jeunes et les plus âgés. Les années 2000 ont quant à elles été marquées par une augmentation des taux d'activité des 55 ans ou plus, du fait des différentes réformes des retraites visant à retarder l'âge de départ du marché du travail. Enfin, sur la période récente 2006-2013, s'observe une augmentation à tous les âges des taux d'activité. Comme en moyenne nationale, cette hausse est portée en grande majorité par les femmes du fait d'un rattrapage du retard sur les moyennes masculines.

Des actifs confrontés aux fluctuations conjoncturelles

Selon l'approche liée au marché du travail, la population active se décompose entre population active occupée (ou encore personnes en emploi) et chômeurs, deux composantes auxquels s'ajoutent les déplacements domicile-travail lorsque la population active est observée au lieu de résidence et les emplois au lieu de travail. Ainsi, les actifs supplémentaires arrivés sur le marché du travail durant les dernières décennies ont été tributaires des dynamiques conjoncturelles à l'œuvre sur l'emploi et le chômage.

En Hauts-de-France, la conjoncture économique a souvent été plus dégradée qu'ailleurs entre 1990 et 2013. Lorsque la croissance économique a été à l'œuvre dans la région, la hausse du nombre d'emplois a figuré parmi les plus faibles au niveau national. À l'opposé, les situations de déprise ont eu des conséquences plus marquées qu'en moyenne en France métropolitaine.

La période 2006-2013 illustre ces difficultés (figure 3). Alors qu'au niveau national, les emplois ont dépassé en 2013 leur niveau de 2006, pour atteindre une variation annuelle de +0,26 % sur la période, la région ne parvient pas encore à résorber le déficit d'emplois provoqué par la récession. La variation annuelle moyenne de population active occupée s'établit à -0,09 % entre 2006 et 2013 en Hauts-de-France, un niveau similaire à celui de Normandie et néanmoins moins défavorable qu'en Bourgogne-Franche-Comté (-0,28 %), Grand Est (-0,27 %) ou Centre-Val-de-Loire (-0,20 %). La hausse annuelle moyenne du nombre de chômeurs sur cette période atteint +0,43 %, soit la 2^e plus forte derrière l'Occitanie. Le taux de chômage, le plus élevé des régions métropolitaines avec 16,4 % (au sens du recensement de la population) en 2013, a enregistré la plus importante augmentation (à égalité avec Grand Est) par rapport à 2006 : +2,5 points.

Précédemment, la croissance économique du début des années 2000 a permis la baisse du chômage et une vive progression de l'emploi. Si l'ampleur de cette hausse n'a pas atteint en Hauts-de-France les valeurs enregistrées en moyenne nationale, le recul du chômage s'est quant à lui opéré de façon plus soutenue qu'ailleurs, avec une évolution annuelle moyenne de -0,27 % contre -0,12 % en France métropolitaine. Cela n'a toutefois pas suffi à empêcher la région de culminer en tête des taux de chômage à l'issue de cette période, en 2006, avec 13,9 %.

Les années 1990 se sont caractérisées quant à elles par une augmentation limitée du nombre d'emplois dans toutes les régions. Elles se sont toutefois accompagnées par une hausse conséquente du nombre de chômeurs, la situation conjoncturelle ne permettant pas d'insérer dans l'emploi l'afflux des premières générations du babyboom. Les Hauts-de-France a alors connu la 3^e plus forte progression du taux de chômage, derrière l'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur. En 1999, la région s'est positionnée au 3^e rang en termes de taux de chômage.

Une population active qui croît dans quasiment toutes les zones d'emploi

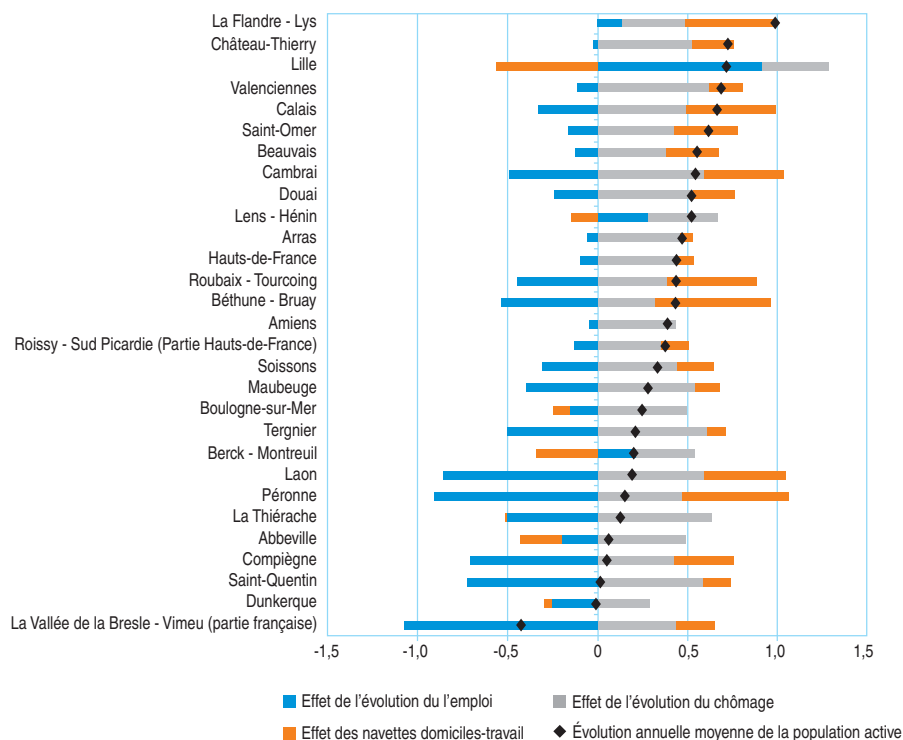
À un niveau territorial plus fin, presque toutes les zones d'emploi des Hauts-de-France connaissent une hausse de la population active entre 2006 et 2013. Les deux exceptions sont la zone d'emploi de Dunkerque, en quasi stabilité, et la partie picarde de la Vallée de la Bresle-Vimeu, qui affiche un net déclin (-0,42 %) en lien avec une démographie vieillissante. Le reste du littoral affiche une hausse modérée, ainsi que le nord de l'Aisne, l'Avesnois, l'est de la Somme et de l'Oise.

Les zones d'emploi de Château-Thierry, Lille, Valenciennes, Calais et Saint-Omer connaissent une dynamique plus favorable que la moyenne nationale. Le Calaisais peut en effet se prévaloir d'une démographie particulièrement jeune. Les zones de Lille, Château-Thierry et Saint-Omer bénéficient d'un solde migratoire des actifs avantageux comparé à celui de la moyenne régionale et c'est essentiellement l'amélioration de la propension à se porter sur le marché du travail qui vaut au Valenciennais une telle hausse de population active.

Enfin, la zone d'emploi de Flandre-Lys se démarque par la plus forte augmentation du nombre d'actifs au niveau régional (+0,99 %). De par sa proximité avec la métropole lilloise et ses avantages fonciers, il s'agit en effet d'un territoire particulièrement attractif pour les actifs.

4 Des dynamiques conjoncturelles contrastées selon la zone d'emploi

Évolution de la population active en Hauts-de-France par zone d'emploi entre 2006 et 2013 et décomposition selon l'approche marché du travail



Note de lecture : dans la zone d'emploi de Lille, l'évolution annuelle moyenne de la population active entre 2006 et 2013 est de + 0,72 %, dont + 0,92 % dû à l'évolution de l'emploi, + 0,36 % dû à l'évolution du chômage, - 0,56 % dû à l'effet des navettes domicile-travail.

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2013 (exploitations principales).

Des hausses d'emploi géographiquement très concentrées

En Hauts-de-France, l'évolution du chômage entre 2006 et 2013 est peu discriminante entre les territoires : la hausse du nombre de chômeurs touche toutes les zones d'emploi dans des proportions sensiblement identiques (figure 4).

En revanche, la variation de l'emploi est localement disparate. Seules 4 zones d'emploi connaissent une hausse du nombre d'emplois (au lieu de travail) entre 2006 et 2013 : Lille en premier lieu (taux de croissance annuel moyen de + 0,92 %), mais aussi Lens-Hénin (+ 0,28 %), Berck-Montreuil (+ 0,22 %) et Flandre-Lys (+ 0,13 %). Lille concentre ainsi à elle seule 85,0 % des gains d'emplois observés au sein de ces 4 territoires. Partout ailleurs, le niveau d'emploi de 2013 est inférieur à celui d'avant crise. La baisse des emplois est relativement légère dans les zones d'Abbeville, Arras, Amiens, Beauvais, Boulogne-sur-Mer, Château-Thierry, Dunkerque, Roissy, Saint-Omer et Valenciennes.

L'intensification des navettes, pour les entrées comme pour les sorties, joue parfois négativement sur l'évolution de la population active. Dans les zones de Lille, Berck-Montreuil, et Lens-Hénin, les créations d'emploi se sont faites au profit d'actifs résidents en dehors de ces zones : le solde des navettes domicile-travail dans ces territoires s'est donc dégradé entre 2006 et 2013. ■

Source

Les données proviennent des exploitations principales des recensements de la population de 1990, 1999, 2006 et 2013. Étant donné le changement de concept d'activité entre les anciens recensements (jusqu'en 1999) et les nouveaux (à partir de 2006), les évolutions entre 1999 et 2006 doivent être traitées et interprétées avec prudence, notamment les taux d'activité. Les résultats présentés ici tiennent compte de cette précaution d'usage.

Définitions

La **population active** regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante.

Variation de la population active

= effet démographique + effet des taux d'activité + effet des migrations résidentielles (approche sociodémographique)

= effet de l'évolution de l'emploi + effet de l'évolution du chômage + effet des navettes domicile-travail (approche par le marché du travail)

Pour en savoir plus

- Borey G., Lecomte M., « Quitter la région ou s'y installer : une démarche peu fréquente », *Insee Analyses Hauts-de-France* n° 52, juillet 2017.
- Jamme J., « Première région de France pour les déplacements domicile-travail », *Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais – Picardie* n° 18, juillet 2016.
- Gicquiaux C., Lefèvre L., « La population active des Hauts-de-France se stabiliserait à l'horizon 2030 », *Insee Analyses Hauts-de-France* n° 83, septembre 2018.

